

Il propose 250 mesures pour éviter un scénario catastrophe : Le comité Nabni revient à la charge

par M. Aziza

Après avoir présenté 100 mesures pour l'émergence d'une Algérie nouvelle, dont très peu de mesures ont été prises en compte, le comité Nabni revient à la charge avec cette fois 250 mesures pour rendre possible le rêve algérien et «éviter un scénario catastrophique d'ici 2020». Le comité Nabni regroupant des jeunes cadres et experts tire la sonnette d'alarme et prévoit un scénario catastrophique à tous les plans, d'ici 2020, si un changement radical de la trajectoire de développement n'est pas engagé à court terme.

Abdelkrim Boudraa membre du comité Nabni, a indiqué hier, lors de la présentation du nouveau rapport comprenant 250 mesures, que si les algériens ne réduisent pas la dépendance de l'économie aux recettes des hydrocarbures dans les années à venir, l'Algérie ira droit dans le mur. Si rien n'est fait, le fonds de régulation des recettes qui constitue le matelas financier du pays sera quasiment vide d'ici 2018. Il prévient, on va revenir à l'histoire de la dette jusque là réglée, d'ici 2020. Il poursuit en soulignant que les réserves de changes vont s'épuiser en 2024 et les dettes extérieures seront de 150 milliards de dollars en 2027 pour atteindre les 300 milliards de dollars en 2030. Et ce, pour dire que la rente pétrolière n'est pas éternelle. Pour le conférencier, il y a en face une fenêtre d'espoir, mais il faut opérer un réel changement capable de rendre le rêve réalité. Comment ? 50 % seulement du Budget de l'Etat sera assuré par la fiscalité pétrolière. La multiplication des exportations avec l'objectif de passer de 180 produits exportés à 1400 produits exportés d'ici 2020.

Les experts de Nabni exposent quelques pistes qui sont largement détaillées dans le rapport publié sur le site www.nabni.org. Le conférencier Mokhtar Kherroubi Raif a estimé que le premier levier du changement est de rompre avec la rente et orienter l'argent « une partie pour les générations futures, et la création d'un fonds souverain international pour la gestion active des réserves de changes ». Le deuxième levier est d'engager une grande réforme fiscale plutôt une réforme du système financier. L'expert Lyes Kerrar a précisé dans ce sens, que l'Algérie est très en retard pour ce qui est de son système financier. « Il faut savoir que 40 % de l'argent déposé en épargne ne sont pas transformés en crédits au profit des entreprises ». L'autre grande défaillance, selon le même intervenant, «on a négligé le rôle de la bourse et tout ce qui va avec ». Ce que propose le comité Nabni en urgence, une mesure très facile à appliquer, qui demande six mois à un an, pour la mettre en place « c'est la publication des Etats financiers des entreprises par le CNRC par le biais d'un portail, sachant que c'est la raison d'être de cet organisme. Et de poursuivre « pour que les banques puissent mieux gérer les crédits et analyser le dossier des entreprises sérieusement ». Pour le système bancaire, le vrai levier est selon kerrar « 90 % des actifs sont publics, il faut équilibrer cette situation. Il n'est pas normal aujourd'hui que le 90 % des actifs soient publics et 10 % seulement pour les

banques étrangères. La proposition est de privatiser au moins une banque publique en 2015 et la mettre en bourse. Il n'est pas normal qu'un algérien ne puisse pas investir dans une banque », dira-t-il encore. Et de poursuivre « il faut en réalité, couper le cordon entre les banques et l'exécutif ». Ce que propose Nabni c'est d'introduire une bonne partie des banques en bourse d'ici 2020 « Cela permet une transparence ainsi que remettre de la normalité », est-il indiqué.

Le troisième levier, le système financier pour lequel le groupe Nabni propose d'aller rapidement en bourse. « Cela commence par la privatisation de nos entreprises publiques par la bourse, comme par exemple Algérie Telecom, Mobilis et pourquoi pas Air Algérie, des filiales de Sonatrach et Sonelgaz », précise Lyes Kerrar

Sur le plan éducatif, le comité Nabni propose par la voix d'Ilias Chitour, l'Autonomie de l'Etablissement que ce soit l'autonomie financière et matérielle ou encore l'autonomie dans le recrutement des enseignants. Et de faire parvenir le taux d'achèvement du primaire à 98 % et celui du secondaire à 95 % .Ilias Chitour a souligné que « la partie quantité a été assurée jusque là, aujourd'hui, on doit améliorer la qualité ».

Le comité Nabni propose une moyenne de 300 publications pour un million d'habitants. Et accroître significativement la part des étudiants dans les filières scientifiques et techniques.

Des propositions ont été formulées pour le secteur de la santé avec l'idée d'éradiquer en premier lieu les pathologies récurrentes infectieuses (maladies à transmission hydrique et tuberculoses).

Pour ce qui est de la gouvernance, le comité Nabni propose de rompre avec « l'Etat de droit informel » et insistant sur le fait que « les algériens seront égaux devant la loi ». Il insiste sur le fait que les institutions devront être redevables devant le citoyen algérien, avec en face une société plus libre, plus active ayant les moyens d'évaluation d'une façon indépendante. Selon le comité, l'Algérie est classée à la dernière place en matière de transparence de gestion des fonds publics, elle se hisse à la 82ème place sur 100 en matière de liberté d'expression et à la 70ème place sur 100, en ce qui concerne la protection de la propriété (données de 2010).

Enfin, le comité Nabni est persuadé que les citoyens algériens sont capables de prendre les choses en main « il suffit de changer seulement nos institutions ».